

# L'aspect essentiel de la crise des services publics français

Posté le : 19 janvier 2022 10:09 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Pays en voie de développement, Attitudes, Analyse sectorielle, Réforme

On sait que la France a développé des services publics pléthoriques, de véritables Moloch, absorbant une part des richesses créées très au-dessus de nos voisins comparables et qu'ils sont dans un état déplorable. La justice est effondrée depuis des lustres. L'Éducation nationale s'effondre dans tous les classements avec des résultats déplorables. La santé est dans l'état que l'on voit. L'armée a des états d'âme, lassée de travailler avec des bouts de ficelles. La police n'y arrive plus.

Ce qui frappe en lisant les meilleurs livres écrits par des professionnels ou en discutant directement avec eux, c'est la constance de leur discours. Tous ces métiers sont « vocationnels ».

Le rapport entre les efforts nécessaires pour atteindre des postes intéressants et la rémunération est extravagant. Devenir Professeur de médecine demande beaucoup de temps et de qualité pour un poste public en hôpital dont la rémunération est faible par rapport au privé. Devenir agrégé d'une matière quelconque et l'enseigner au lycée montre aussi un rapport effort/rémunération très faible. Pour les juges, le parcours n'est pas plus facile et la rémunération peu attrayante. Les carrières policières demandent également beaucoup de qualités pour une rémunération faible. Ne parlons pas de l'armée.

Ce n'est pas tellement l'argent qui leur pose un problème, même si les syndicats ne cessent de bassiner le pays avec des demandes de reconnaissances et des désirs d'augmentation. C'est leur rôle. Certes, toute augmentation est bonne à prendre. En embrassant ces carrières, on sait qu'on ne va pas s'enrichir. Mais on a le sentiment d'être un pilier de la nation et que son rôle est majeur.

Bien sûr tous les métiers de ce type sont difficiles et les crises de vocation apparaissent un jour ou l'autre. Mais ce sont des métiers difficiles à quitter. Les crises sont généralement surmontées. L'armée sait que le moral des troupes est critique et doit être une préoccupation fondamentale. Il en va de même pour les agents et les cadres des différentes branches du service public.

Or qu'est-ce qui ressort aussitôt lorsqu'on écoute les meilleurs : ces métiers sont devenus sans intérêts.

Les juges sont dans leur très grande majorité des gens bien qui n'entrent pas dans les catégories détestables (juges bouffés par l'idéologie, juges nuls, etc.). Que disent-ils en privé ? Notre métier a cessé d'être méritoire et on n'a plus l'impression d'être vraiment utile. Le Code pénal est idéologique et la délinquance est devenue telle et tellement peu condamnable qu'on ne fait plus ce qu'on croit qu'on devrait faire. Il faut aller dans les tribunaux pour voir ces juges accablés par des milliers d'affaires en retards, toujours à la course, devant des délinquants étrangers qui ne parlent pas français et qu'il faut interroger avec des traducteurs, qui ne comprennent rien et dont on ne peut rien faire, tant les lois sont complexes et changeantes et tant les circuits d'internements sont bouchés. On a supprimé le couvercle qui limitait la délinquance dans les années soixante-dix. La noyade a suivi. Les juges ont en plus été mis sous tutelle du qu'en-dira-t-on gauchiste avec des pressions internes et externes fortes. Le tout crée une situation odieuse, oiseuse et inefficace qui dégoûte les professionnels qui ne peuvent plus travailler normalement.

La situation est exactement la même pour les médecins. Le pouvoir est passé aux mains de la bureaucratie qui gère en s'appuyant sur des « méthodologistes » qui n'ont jamais vu un malade, avec des conflits d'intérêts dramatiques avec Big Pharma. Le pouvoir médical n'est plus aux mains des praticiens au chevet du lit des malades. Ils doivent faire ce qu'on leur dit de faire et remplir avant, pendant et après, les dossiers qui permettent à la bureaucratie de tout surveiller. Pour toutes les maladies il y a des règles précises à appliquer sans réfléchir. L'enseignement est devenu navrant à base de QCM dont petites les réponses sont à connaître de tête. L'autonomie des médecins devient nulle et les structures de pouvoir peuvent les faire dérailler à tout moment ? Le métier n'a plus aucun intérêt et même peut devenir dangereux pour les malades. S'insurger ? On l'a vu : la répression arrive vite et est en général totalement inique. Un médecin devient un conformiste qui laisse filer mais qui finalement en vient à s'en foutre ou à chercher dans le privé les moyens de gagner un peu de sous.

La situation est exactement la même dans l'enseignement. Comment faire classe à des élèves de 20 ans, généralement

des noirs baraqués, qui, en seconde, ne savent ni lire ni écrire, avec une emprise idéologique plus ou moins « woke » venant de l'administration et des syndicats qui servira éventuellement à vous juger et vous sanctionner si vous râlez un peu fort. Certaines classes de CM1 ou CM2 à Paris intra-muros accueillent dix nationalités avec des jeunes qui à 50 % ne parlent pas un mot de français et ne savent ni lire écrire. On fait quoi, sinon de la garderie ? On voit bien qu'à Trappes, l'enseignement du programme au lycée est impossible. Pas difficile, impossible. Là encore tout est fait pour interdire la rébellion. Alors on fait son métier comme on peut mais on ressent qu'il n'a strictement aucun intérêt : pourquoi professer si vous êtes certains de n'obtenir aucun résultat et que de toute façon tout le monde s'en fout tant que vous ne vous manifestez pas ?

Cette situation se retrouve partout dans les services publics qui sont de plus en plus désertés, notamment par les hommes, qui ne se retrouvent pas dans un exercice sans autonomie, où les décisions sont prises ailleurs et vous sont interdites, où rechercher des résultats est impossible, où tout est englué dans un politiquement correct qui pose des interdits, où exercer vraiment son métier est une source de répression.

La gravité de la situation des services publics français n'est pas tant leur misère financière que dans la perte de moral qui s'est installée puis généralisée partout.

Pour juger de l'effondrement des services publics français il faut d'abord s'intéresser à l'effondrement du moral des meilleurs. Faire le mal est une chose. Décourager du bien en est une autre, bien plus grave.